



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<https://www.economiedistributive.fr/Interet-public-Interet-prive>

Tribune libre

Intérêt public, Intérêt privé

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1988 à 1997 - Année 1988 - N° 869 - juillet 1988 -

Date de mise en ligne : mercredi 15 juillet 2009

Date de parution : juillet 1988

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Les grands projets politiques sur lesquels nous vivons ont des sources multiples et parfois impures. Ils reposent en effet, en même temps, sur l'observation et sur de pseudo-vidences ou de pseudo-valeurs. Ainsi, les différentes formes de socialisme, quand elles dénoncent l'incroyable richesse d'une minorité et la détresse du grand nombre, s'appuient sur un constat que personne ne peut contester ; en revanche, quand elles édifient un modèle de société sinon idéal, du moins meilleur, elles se réfèrent à des notions qui me paraissent extrêmement discutables : il en est ainsi pour la distinction entre intérêt public et intérêt privé.

Les projets socialistes ou communistes condamnent le profit, l'intérêt individuel ; non seulement ils l'interdisent, mais ils s'efforcent de l'empêcher : pour user d'une comparaison, ils ne se contentent pas de tracer des lignes blanches continues, ils mettent des murs ! Ils partent du principe qu'intérêt individuel et intérêt collectif se tournent le dos, que l'individu doit d'abord travailler pour la collectivité, et que le profit de son travail ne lui revient qu'ensuite, quand le résultat de l'activité commune est équitablement réparti entre tous les individus. Ce schéma, apparemment très 'moral', inspire la plupart des législations socialistes. Il arrive que la distance entre l'effort et la récompense soit extrêmement grande : dans un pays de 200 millions d'habitants, si l'objet consommable n'est obtenu qu'au sommet, c'est-à-dire au niveau de l'État, la redistribution peut prendre du temps pour arriver à la base ! L'ouvrier, qui, à cause de la taylorisation et de l'émiettement du travail, ne produit rien de vraiment consommable, n'a rien de mieux à faire qu'à attendre ; mais le paysan, avec ses choux, ses salades, ses fruits, peut avoir la tentation d'anticiper, de travailler "seul" ! Il est exact que l'agriculture pose des problèmes à l'économie dite "socialiste". Je voudrais montrer que ce schéma de vie sociale appliqué depuis un demi-siècle avec plus ou moins de bonheur dans les pays dits "socialistes" :

- 1) repose sur une conception erronée de l'intérêt public et privé ;
- 2) prive la collectivité d'une part importante de ses énergies ;
- 3) asservit le corps social à des mécanismes encore mal connus, difficilement contrôlables, le résultat de tout cela étant une grande hypocrisie !

INTÉRÊTS INDISSOCIABLES

Du moment où existent des individus, il paraît impossible de dissocier intérêt public et intérêt privé, ce sont les deux faces du même comportement : toutes les fois que quelqu'un fait quelque chose, il en tire immédiatement et nécessairement un profit : sinon, il agit par contrainte (pour éviter la souffrance) ; ou il n'agit pas du tout ! Pour comprendre les mécanismes sociaux, il faut donc toujours aller au-delà de cette distinction, et se demander ce que recouvre concrètement ce mot abstrait d'intérêt. Car il existe d'excellents intérêts "privés", et de catastrophiques intérêts "publics". Les associations internationales de malfaiteurs, les hordes d'envahisseurs, pratiquent l'entraide, le dévouement, le partage (des dépouilles !) ; à l'opposé, il existe des egoïstes qui créent du bonheur pour tous : le teigneux qui ne peut se résoudre à mourir sans avoir vendu cher sa peau devient un héros en temps de guerre ! le savant qui ne pense qu'à son plaisir egoïste de chercher devient un bienfaiteur de l'humanité s'il découvre ainsi les moyens de guérir une maladie mortelle. Dans la mesure où la nature est semblable chez tous les individus, où il est dans leur être de communiquer par le langage, ils ne peuvent s'occuper d'eux, inventer des plaisirs pour eux, sans le faire en même temps pour les autres ; quand il ne s'agit pas de théorie politique ces choses-là sont évidentes. Il faut en conclure qu'un système social qui prétend privilégier l'intérêt collectif au détriment de l'intérêt individuel, qui arrête sa réflexion à ce niveau-là, ou bien ne fait rien, ou bien fait autre chose que ce qu'il croit faire. On m'objectera que les egoïsmes monstrueux existent, qu'il y a des gens qui prennent tout pour eux, et arrachent le travail, le pain de la bouche des autres, que cela se voit ! Je répondrai que cela n'a qu'un vague rapport avec l'intérêt "privé" : cela relève du sadisme, de la jalousie, de la vanité, suppose la sottise, la complicité masochiste. En se contentant de condamner l'intérêt privé, on retrouvera tous ces comportements, sous une forme légèrement modifiée, dans la société que l'on voulait réformer. L'analyse politique doit aujourd'hui tenir compte de la psychologie ; lorsqu'elle a défini une fin, elle doit rechercher quels sont les intérêts

individuels et collectifs, qui servent cette fin, et ceux qui la desservent. Par exemple, si cette fin est l'Abondance, il faut étudier les comportements d'abondance et les comportements de pénurie, au niveau de l'individu et au niveau du groupe. Si on ne le fait pas, si on part du principe que ce que l'on appelle "l'egoïsme" engendre la pénurie, tandis que le fait de penser aux autres, de se dévouer pour les autres, de travailler en collaboration avec les autres, entraîne obligatoirement l'abondance, on risque fort d'avoir des surprises désagréables, et d'obtenir tout... sauf l'Abondance : et ce n'est pas étonnant, puisqu'on ne l'a pas cherchée !

LA TYRANNIE DU GROUPE

En effet, en privilégiant les conduites réputées "altruistes", que fait-on ? On se borne, dans tous les cas, à resserrer les liens de dépendance entre les individus, à diminuer leur marge de manoeuvre par rapport au groupe, à restreindre l'espace, matériel et moral, dont dispose chacun. Dans cette perspective, pour nettoyer des casseroles, sarcler un jardin, déplacer un lit, peindre une porte, il faut toujours demander quelque chose, quelque autorisation, à quelqu'un ; la solitude devient un vice ; comme les moines, on doit sans cesse vivre sous le regard de la communauté, dépendre des autres. Or, depuis l'Antiquité, notre espèce découvre que cette tyrannie du groupe n'est ni nécessaire, ni souhaitable pour le bonheur, qu'elle est stérilisante, qu'il existe dans chaque individu des ressources extraordinaires, à condition que la vie commune soit saine, qu'il y ait de l'espace pour s'épanouir. Pour les socialistes, le progrès proviendrait de l'initiative collective et de l'effacement de l'individu. Il semble bien qu'au contraire le progrès collectif se soit fait d'abord dans des consciences individuelles, plutôt que dans une conscience collective mythique. Le monde en avant de l'Occident s'est fait toutes les fois que des individualités fortes et novatrices ont pris leurs distances par rapport au groupe. Depuis le XVIII^e siècle, nos sociétés découvrent que le bonheur collectif n'exige pas des liens sociaux systématiquement serrés ; au contraire, plus les liens sont lâches, plus il y a de bonheur. C'est une expérience quotidienne, banale : les amis, avec lesquels nous n'avons aucun lien contraignant, nous ne vivons pas constamment, que nous avons choisis, que nous pouvons quitter sans drame, sont souvent plus agréables, plus enrichissants que notre famille ; une crise actuelle du mariage chez les jeunes ne s'explique pas autrement : c'est le désir d'un mieux-être ; cela s'appelle la liberté ! Elle s'invente constamment dans la vie collective. Dans un premier temps, le groupe s'en scandalise, et tout particulièrement ceux qui vivent en parasites de la vie sociale, qui ne produisent rien que du collectif. Mais bientôt, ceux-là mêmes comprennent que la liberté (les libertés !), ce n'est pas la fin du monde, que le groupe entier bénéficie tôt ou tard des initiatives individuelles, de ces inventions d'humanité qui se font chez les plus doués d'entre les hommes. De toutes façons, il n'y a d'individualité qu'au sein d'un groupe ; l'individu ne vient pas avant celui-ci, il vient après. Le groupe ne naît pas, psychologiquement, d'une association entre individus : la horde est primitive : c'est en son sein que peu à peu émergent des personnalités, que des énergies individuelles se libèrent, que des initiatives se prennent, dont les bénéfices rejaillissent sur tous. En conséquence, le retour à des mentalités, à des pratiques de horde tourne le dos au progrès, au bonheur, a fortiori à l'Abondance. Il me paraît facile de montrer que les maux actuellement imputés à des formes modernes de socialisation comme l'argent ou le capital sont en réalité imputables à des comportements archaïques, bestiaux, prérationnels ; ce n'est donc pas en supprimant le capital ou l'argent que l'on délivrera l'humanité de ses misères, au contraire. Le monde contemporain me semble confirmer ces vues.

L'ŒUVEIL DU VOTE DÉMOCRATIQUE

Les socialismes accordent un privilège absolu aux décisions collectives, donc aux assemblées délibératives : le symbole de la démocratie socialiste, c'est le Peuple réuni décidant souverainement de son destin : c'est Athènes sans l'esclavage ! Certes, nous avons tous vaguement conscience que ce régime d'assemblée, qui culmine dans le suffrage universel et le vote majoritaire, n'est pas la panacée. Un peuple qui, par référendum et à la majorité écrasante de 90 % des inscrits, déciderait de dépenser, puis de manger, les 10 % minoritaires, ne nous paraît pas agir démocratiquement", bien que ce type de décision soit parfaitement démocratique ! D'une

certaine façon, le vote majoritaire n'est que la loi du plus fort. Pourtant, la théorie persiste à le parer de toutes les vertus ; dans la pratique, c'est autre chose !... Les démocraties populaires souffrent particulièrement du système des élections libres, à tel point qu'elle les ont pratiquement supprimées ! Elles mettent le corps électoral en condition, au besoin par la force, frappent d'anathème certaines opinions, proposent une candidature unique, etc... Il serait facile d'ironiser sur de telles pratiques ; en fait, elles reposent sur des difficultés réelles. Car, croire que le peuple assemblé est capable d'une part, de prendre des décisions, d'autre part de déterminer ce qui constituerait 'l'intérêt général' ; cela est-il si raisonnable ? Comment sait-on si c'est possible ? J'estime que, vu la réalité des faits, ce credo relève du fantasme et de la nostalgie, plutôt que de l'observation. C'est, à l'origine, une idée religieuse : Vox populi, vox dei ; mais les historiens des religions savent comment le clergé s'arrange pour faire parler cette "vox populi", jusqu'à la prier, au nom de Dieu, de se taire ! C'est aussi une idée laïque, nous sommes des êtres sociaux, nous attendons normalement de nos semblables ; c'est que chacun de nous est naïf (ou devrait être naïf) de l'amour, de la tendresse ; la confiance, la communion sont donc derrière nous, avant d'être projetées devant nous ; c'est d'abord une nostalgie ; et rien n'est plus fort, plus tâté, plus invincible qu'une nostalgie ; or ce fantasme, cette nostalgie se heurtent à la réalité humaine, qui est le polymorphisme de notre espèce, l'incroyable diversité d'aspect physique, de psychologie, de réactions, d'opinions, entre chacun des milliards d'individus qui peuplent la terre. Demander à des individus si différents de prendre une décision commune qui respecte le bonheur de tous, ou mieux, qui l'invente, c'est une gageure ! On comprend que ce pari ne soit qu'exceptionnellement et aléatoirement tenu ! Empiriquement, personne n'y croit : nous connaissons tous le déroulement réel des assemblées délibérantes, les manipulations, les combines, les négociations occultes, les querelles de clans, les paralysies délibérées, les impasses. Ceux qui attendent une décision, qui en ont un besoin urgent, savent que la tâche première consiste à faire taire, à éliminer ; il s'agit, en tout état de cause, d'aboutir à deux opinions, la majoritaire (la bonne !) et une minoritaire officielle, destinée à se ranger sagement sous la houlette de la première. En fait, il n'y a place que pour une opinion : le reste, c'est "pour de rire" ; comme disent les enfants ! Le résultat, c'est que plus on fait appel au système des assemblées et du vote démocratique, plus on étrangle les possibles, plus on restreint les choix. Est-ce vraiment nécessaire ? N'y a-t-il pas d'autres façons pour les hommes de coordonner leurs comportements ? Est-ce souhaitable ? S'il faut absolument une "vérité" pour des millions, des milliards d'hommes, est-on sûr qu'elle sera du côté de la majorité ? Quels sont les rapports entre la vérité et le nombre ? Il me semble que ces questions essentielles sont loin d'avoir obtenu jusqu'ici des réponses satisfaisantes ! Trop attendre actuellement de telles pratiques, c'est se condamner soit à l'hypocrisie, soit à l'échec.

UN TOUT AUTRE POINT DE VUE

Or il me semble que l'Abondancisme permet de contourner la difficulté. Pour nous en effet, il ne s'agit guère de savoir ce qui est "objectif" ou altruiste, ce qui représente l'intérêt individuel et l'intérêt public. Nous avons à nous demander ce qui sert l'Abondance et ce qui engendre la pénurie. Ce point de vue radicalement nouveau aurait le mérite de tirer le débat politique actuel de l'ornière vaguement moralisante dans laquelle il s'enlise.

Post-scriptum :

Nul doute que l'attaque de M. Pujols contre le vote démocratique suscitera de fortes réactions chez nos lecteurs. Avant que de condamner le vote démocratique ne faudrait-il pas faire le procès de la représentation parlementaire, celui de la possibilité "d'acheter" un vote et enfin, celui de l'éducation "civique".

La rédaction